



Profil économique et faible dynamisme démographique ont pénalisé l'emploi dans le Grand Est

Comme l'ensemble des régions métropolitaines, le Grand Est a été fortement marqué par la crise économique mondiale. Entre 2007 et 2013, l'emploi a reculé de 3,2 %. Le Grand Est est ainsi, avec la Bourgogne-Franche-Comté, la région la plus touchée par la crise. La structure démographique et productive ou l'ouverture internationale des territoires ont entraîné des trajectoires d'emploi contrastées dans les zones d'emploi de la région. Si certaines parviennent à maintenir une progression entre 2007 et 2013, seule la zone d'emploi de Strasbourg enregistre une croissance plus soutenue depuis la crise. Dans les autres zones, l'emploi décline, parfois fortement, entre 2007 et 2013. Des difficultés économiques passées, un faible dynamisme démographique ou une spécialisation productive en sont les principaux facteurs. Dans l'ensemble des zones, l'évolution de l'emploi reste néanmoins soutenue par la progression de l'emploi non salarié.

Marine Emorine, Coralie Ramaye

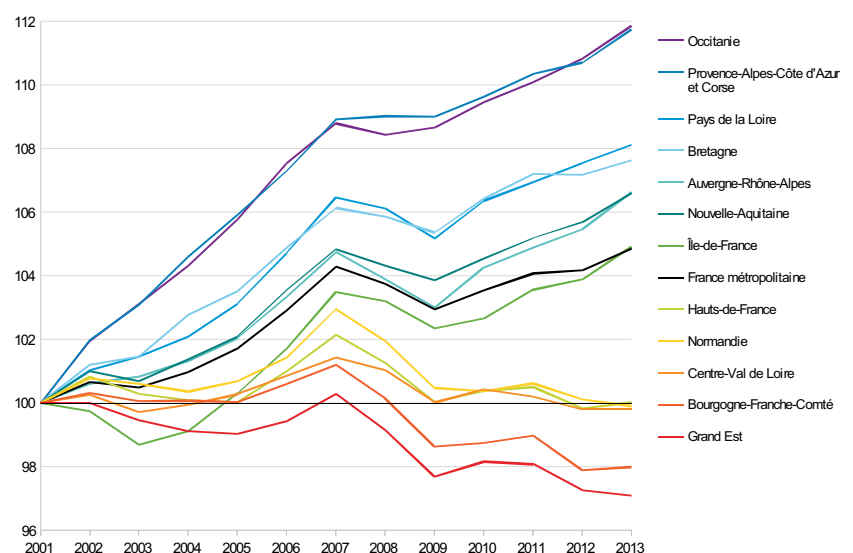
La crise économique et financière mondiale amorcée en 2007 a eu des conséquences importantes sur l'économie nationale. L'emploi en métropole, en hausse de 4,4 % entre 2001 et 2007, n'a progressé que très lentement les six années suivantes (+ 0,6 %).

Dans le Grand Est, la croissance de l'emploi avant le début de la crise était la plus faible des régions métropolitaines (+ 0,3 % entre 2001 et 2007). Par la suite, le Grand Est perd plus de 69 700 emplois entre 2007 et 2013, soit une diminution de 3,2 %, la plus forte des régions de France métropolitaine avec la Bourgogne-Franche-Comté (figure 1).

Plusieurs facteurs expliquent le faible dynamisme régional dans ce domaine. Depuis 2007, la crise a engendré une diminution de l'emploi dans la plupart des secteurs d'activité de la région, qui évoluent moins favorablement qu'au

1 Une tendance au recul de l'emploi dans le Grand Est entre 2007 et 2013

Évolution de l'emploi dans les régions métropolitaines de 2001 à 2013 (base 100 en 2001)



Source : Insee, estimations d'emploi localisées.

niveau national (figure 2). La structure sectorielle de son économie, encore spécialisée dans l'industrie, pénalise l'évolution de l'emploi dans le Grand Est. L'emploi dans l'industrie régionale continue de régresser et ce, de manière plus importante qu'au niveau national (- 16 % contre - 11 %). La construction, particulièrement sensible à la baisse de la demande, est durement touchée. Dans ce secteur créateur d'emploi avant la crise, l'emploi décline plus fortement dans le Grand Est (- 9,8 %) que dans l'ensemble de la France

métropolitaine (- 6,8 %). Les activités tertiaires ne soutiennent plus l'emploi dans la région, au contraire de l'ensemble métropolitain. Sur la période, seul l'emploi non salarié progresse, et de manière plus soutenue que durant la période précédente (encadré). L'emploi non salarié est cependant moins représenté dans le Grand Est et sa progression moins forte qu'au niveau national.

La capacité des territoires à résister à la crise dépend également d'autres facteurs liés à la structure productive ou à la

population, parmi lesquels la productivité des activités, l'ouverture à l'international, l'âge ou la qualification des actifs. La quasi-stabilité démographique de la région limite la hausse du nombre de personnes en âge de travailler et conséquemment la main-d'œuvre disponible. L'ensemble de ces facteurs entraîne des trajectoires d'emploi contrastées, tant au niveau régional que national (figure 3). Les zones d'emploi situées à proximité des espaces littoraux ou urbains ont généralement mieux résisté à la crise et maintiennent une évolution positive

2 Une évolution sectorielle de l'emploi moins favorable qu'au niveau national

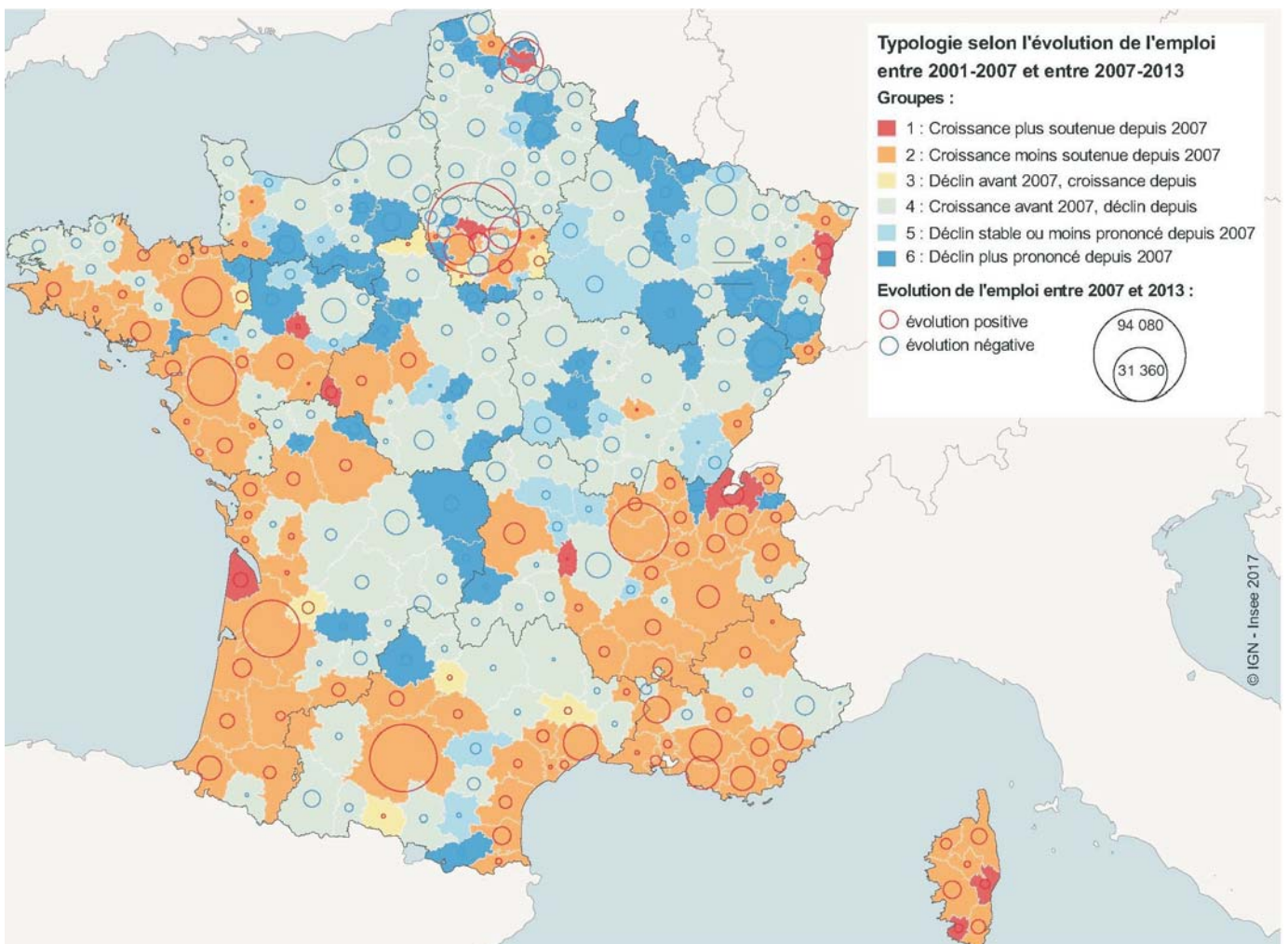
Évolution de l'emploi entre 2007 et 2013 par grand secteur

	Emploi total	dont :	Emploi salarié					Emploi non salarié
			Agriculture	Construction	Industrie	Tertiaire marchand	Tertiaire non marchand	
Évolution de l'emploi entre 2007 et 2013 (en %)								
Grand Est	-3,2		-2,3	-9,8	-16,0	-2,8	0,4	15,5
France métropolitaine	0,6		-1,1	-6,8	-11,2	0,1	2,8	18,1
Écart avec la France métropolitaine (en points de %)								
- dont lié à la répartition par secteur d'activité	-0,7		0,0	0,0	-0,5	0,0	0,0	-0,2
- dont lié à l'évolution de chaque secteur d'activité	-3,1		0,0	-0,2	-0,9	-1,1	-0,7	-0,2

Lecture : entre 2007 et 2013, l'emploi diminue de 3,2 % dans le Grand Est, soit un écart de 3,8 points par rapport à l'évolution en France métropolitaine. La structure sectorielle de la région compte pour 0,7 point dans cet écart, dont 0,5 point lié à la surreprésentation de l'industrie et 0,2 point à la sous-représentation de l'emploi non salarié. L'évolution de l'emploi dans les secteurs d'activité compte pour 3,1 points dans l'écart, dont respectivement 1,1 point et 0,9 point liés à l'évolution moins favorable dans le tertiaire marchand et l'industrie dans la région.

Source : Insee, estimations d'emploi localisées de 2001 à 2013.

3 Des trajectoires d'emploi contrastées dans les zones d'emploi



Source : Insee, estimations d'emploi localisées 2001, 2007 et 2013.

de l'emploi. Dans le Grand Est, c'est notamment le cas des zones d'emploi proches de Strasbourg. Toutefois, dans la majorité des zones de la région, l'emploi diminue depuis 2007. Pour certaines d'entre elles, il s'agit d'une baisse de long terme, amorcée avant le début de la crise. Pour d'autres, l'emploi augmentait auparavant. Dans l'ensemble de la région, il faudra attendre 2016 pour observer une réelle progression de l'emploi salarié (+ 0,7 %, soit 8 300 créations nettes d'emplois), même si cette progression est plus timide que dans la plupart des autres régions françaises.

La zone d'emploi de Strasbourg résiste mieux à la crise

Principal pôle d'emploi du Grand Est, la zone d'emploi de Strasbourg est celle qui résiste le mieux à la crise économique. L'emploi croît même de manière légèrement plus soutenue entre 2007 et 2013 qu'entre 2001 et 2007 (+ 1 % contre + 0,3 %). Cette progression est toutefois limitée au regard des autres zones d'emploi métropolitaines en situation similaire (+ 2,8 % entre 2007 et 2013) (figure 4). En parallèle, le taux de chômage de la zone augmente un peu moins (+ 2,2 points) qu'au niveau régional (+ 2,6 points).

Certains atouts ont permis à la zone de Strasbourg de mieux affronter la crise. Les jeunes de moins de 25 ans y sont plus représentés qu'en moyenne régionale et la part de personnes de plus de 60 ans y est moindre. Cette structure favorise la croissance de l'emploi résidentiel et conséquemment, la progression du nombre d'actifs.

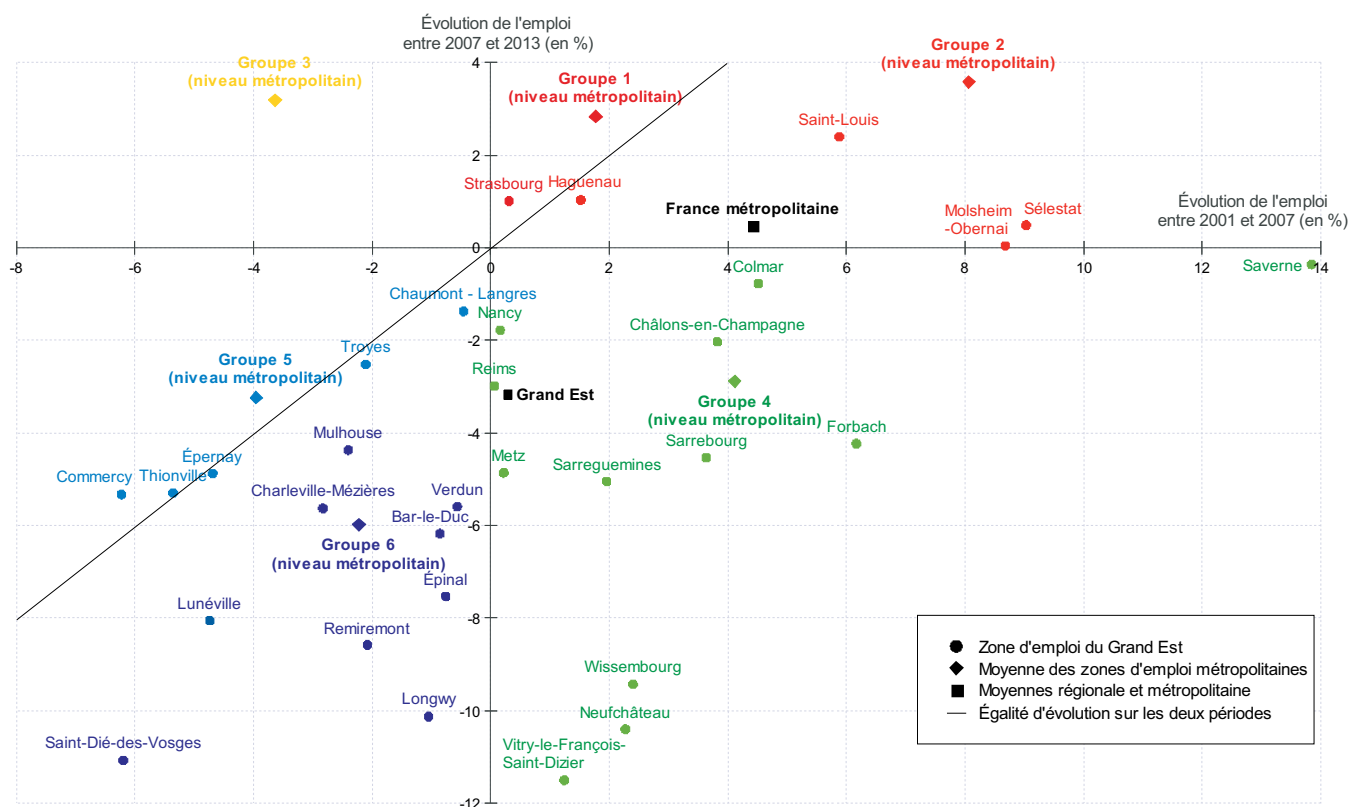
La zone d'emploi de Strasbourg est le principal pôle d'enseignement supérieur du Grand Est. Les jeunes y sont plus souvent diplômés que dans les autres zones d'emploi de la région et ont ainsi plus de compétences pour intégrer le marché du travail. La zone bénéficie également d'une activité économique dense (*définitions*) et diversifiée. Les pertes d'emplois dans l'industrie et la construction sont limitées, ces secteurs étant moins représentés qu'en moyenne dans le Grand Est. De plus, ces secteurs ont un peu mieux résisté à la crise que dans la région. Entre 2007 et 2013, l'emploi salarié limite sa diminution à 6,2 % dans la construction (- 9,8 % dans le Grand Est) et à 12,5 % dans l'industrie (- 16 % dans le Grand Est) (figure 5).

L'économie de la zone d'emploi de Strasbourg est également soutenue par le développement d'activités à forte valeur ajoutée, qui assurent une productivité du travail élevée et attirent les travailleurs qualifiés.

La zone est notamment spécialisée dans l'information et la communication (Arte, DNA), les activités scientifiques et techniques (CNRS, université). D'importantes fonctions logistiques y sont également ancrées, grâce aux plates-formes du Port autonome de Strasbourg. Ces activités, ainsi que l'hébergement et la restauration, ont permis de stabiliser l'emploi tertiaire marchand depuis 2007, alors qu'il diminue au niveau régional. Néanmoins, depuis la crise, le dynamisme économique de la zone s'appuie essentiellement sur les services non marchands et l'emploi non salarié, dont la croissance est plus importante que sur la période précédant la crise. Strasbourg étant à la fois capitale de région et pôle principal de la fonction publique, dans sa zone d'emploi sont localisés les services déconcentrés de l'État, d'importants centres de soins, une grande université et des laboratoires de recherche. Entre 2007 et 2013, près de 4 000 emplois ont été créés dans les services non marchands, soit quatre fois plus qu'avant la crise. En parallèle, plus de 4 500 emplois non salariés ont été créés entre 2007 et 2013, soit le double de la période précédente.

4 Peu de zones d'emploi résistent dans le Grand Est

Évolution de l'emploi entre 2001-2007 et 2007-2013 par zone d'emploi (%)



Note : les groupes correspondent au classement des zones d'emploi métropolitaines.

Groupe 1 : croissance de l'emploi plus soutenue depuis 2007 - Groupe 2 : croissance de l'emploi moins soutenue depuis 2007 - Groupe 3 : déclin de l'emploi avant 2007, croissance depuis - Groupe 4 : croissance de l'emploi avant 2007, déclin depuis - Groupe 5 : déclin de l'emploi stable ou moins important depuis 2007 - Groupe 6 : déclin de l'emploi plus fort depuis 2007.

Lecture : dans la zone d'emploi de Sarrebourg, le nombre d'emploi augmente de 3,6 % entre 2001 et 2007 et diminue de 4,5 % entre 2007 et 2013.

Source : Insee, estimations d'emploi localisées 2001, 2007 et 2013.

Les zones d'emploi proches de Strasbourg et celle de Saint-Louis restent dynamiques

Quatre zones d'emploi du Grand Est créent également des emplois depuis 2007 : celles de Haguenau, Saint-Louis, Molsheim-Obernai et Sélestat. La crise a néanmoins entraîné un fort ralentissement. Entre 2007 et 2013, l'emploi ne progresse que de 0,9 % contre 5,5 % entre 2001 et 2007. Les zones de Sélestat et de Molsheim-Obernai sont particulièrement concernées. L'emploi y est tout juste stable entre 2007 et 2013, alors que sa croissance atteignait 9 % sur la période précédente. Depuis 2007, dans l'ensemble de ces zones, le chômage augmente moins fortement qu'au niveau régional. En 2013, leurs taux de chômage restent parmi les plus faibles de la région, n'excédant pas 7,8 % dans la zone de Sélestat.

Ces zones d'emploi bénéficient d'un fort dynamisme démographique. Avec des seniors moins représentés qu'en moyenne régionale, elles enregistrent un surplus de naissances sur les décès entre 2007 et 2013. Elles bénéficient également d'un excédent migratoire important.

Les zones de Molsheim-Obernai, Sélestat ou Haguenau attirent des actifs occupés ou des retraités de Strasbourg. Celle de Saint-Louis dispose d'une position privilégiée aux abords des frontières suisse et allemande. Ce dynamisme démographique soutient la demande résidentielle et la croissance de la population active. Il permet ainsi de limiter les pertes d'emplois salariés ressenties dans la construction entre 2007 et 2013 (- 6,8 % contre - 9,8 % au niveau régional). Parallèlement, le recul de l'emploi dans l'industrie est moins important qu'en moyenne régionale. Les activités industrielles sont notamment développées autour de secteurs innovants et à forte productivité du travail, comme la fabrication d'équipements électriques, informatiques, électroniques ou optiques, la fabrication de matériels de transport et les industries chimiques et pharmaceutiques. Depuis 2007, l'emploi dans l'industrie décline de manière quasiment similaire à la période d'avant la crise, hormis dans la zone de Molsheim-Obernai qui enregistre d'importantes baisses dans la fabrication d'équipements électriques, la réparation et l'installation de machines et équipements, et dans l'industrie agroalimentaire.

Le ralentissement depuis la crise s'explique surtout par une moindre croissance des activités tertiaires. Les services marchands enregistrent un fort recul. Entre 2007 et 2013, ils ont créé 150 emplois salariés, alors qu'ils en avaient généré 6 450 entre 2001 et 2007. La zone de Sélestat, la plus touchée, perd plus de 600 emplois depuis 2007. Toutefois, dans la zone de Molsheim-

Obernai, le secteur de la restauration et de l'hébergement crée des emplois, en partie grâce à la présence de stations de ski et du site du Mont Sainte-Odile.

À l'inverse, les services non marchands restent dynamiques, l'emploi augmentant de 9,0 % dans ces zones entre 2007 et 2013 pour 0,4 % en moyenne régionale. Cette évolution ne représente toutefois que 3 230 emplois contre 5 260 avant la crise. L'emploi dans l'administration publique y est cependant en fort recul.

Ouverture à l'international et industries historiques renforcent les effets de la crise sur l'emploi

Dans douze zones d'emploi du Grand Est, la crise économique marque un déclin de l'emploi, à hauteur de - 3,6 % entre 2007 et 2013 contre une augmentation de 1,8 % entre 2001 et 2007.

Pour sept zones (Saverne, Neufchâteau, Vitry-le-François-Saint-Dizier, Wissembourg, Forbach, Sarrebourg et Sarreguemines), l'évolution de l'emploi entre 2007 et 2013 est de 10,7 points inférieure à celle de 2001-2007 (- 6,1 % contre + 4,6 %). Ces zones attirant peu de nouveaux habitants, l'évolution de la population y est stable ou décline. Dans celles de Neufchâteau et Vitry-le-François-Saint-Dizier, le déclin démographique s'accompagne d'une forte baisse de la population active.

Par ailleurs, ces sept zones exportent davantage et sont ainsi plus exposées à la concurrence internationale. Leur tissu productif est spécialisé dans des industries historiques, dont la productivité du travail peut être plus faible que dans les industries récentes. Depuis la crise, le recul de l'emploi industriel s'est renforcé, hormis dans la zone de

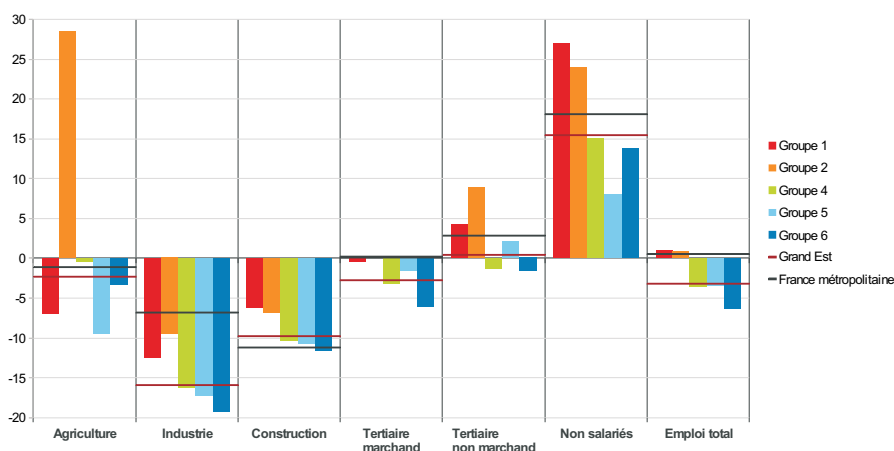
Forbach, dont les industries connexes aux transports génèrent des emplois. À l'inverse, dans celles de Vitry-le-François-Saint-Dizier et Sarrebourg, l'emploi industriel chute de plus de 23 % après la crise, une évolution de 15 points inférieure à celle de 2001-2007.

À ceci s'ajoutent des pertes d'emploi dans la construction, plus fortes qu'au niveau régional. Il en est de même pour les activités tertiaires qui, depuis la crise, ne soutiennent plus l'emploi. Le fort ralentissement de l'activité productive s'est accompagné de baisses d'emploi dans les services aux entreprises, le commerce et les transports. Le tertiaire marchand perd ainsi 2 970 emplois entre 2007 et 2013, alors qu'il en gagnait 5 570 auparavant. Seule la zone d'emploi de Sarrebourg limite quelque peu ces pertes, en partie grâce aux activités de restauration et d'hébergement. Les services non marchands perdent plus de 2 500 emplois, alors qu'ils en généraient plus de 10 000 entre 2001 et 2007. Les baisses concernent surtout l'administration publique et l'enseignement dans les zones de Neufchâteau, Vitry-le-François-Saint-Dizier et Forbach. Dans toutes les zones, le chômage a fortement augmenté depuis la crise et dépasse notamment 12 % en 2013 dans les zones de Forbach et de Vitry-le-François-Saint-Dizier.

Pour cinq autres zones d'emploi (Colmar, Châlons-en-Champagne, Metz, Reims et Nancy), l'impact de la crise est moins prononcé. Entre 2007 et 2013, l'emploi décline (- 2,8 %), alors qu'il progressait légèrement avant la crise (+ 0,9 %). Ces zones disposent d'une population jeune qui leur permet de conserver une légère croissance démographique malgré de nombreux départs. Elles se caractérisent aussi par une

5 Entre 2007 et 2013, seul le travail non salarié soutient l'emploi

Évolution de l'emploi par secteur d'activité dans le Grand Est entre 2007 et 2013 (%)



Note : les groupes correspondent au classement des zones d'emploi métropolitaines.

Groupe 1 : croissance de l'emploi plus soutenue depuis 2007 - Groupe 2 : croissance de l'emploi moins soutenue depuis 2007 - Groupe 3 : déclin de l'emploi avant 2007, croissance depuis - Groupe 4 : croissance de l'emploi avant 2007, déclin depuis - Groupe 5 : déclin de l'emploi stable ou moins important depuis 2007 - Groupe 6 : déclin de l'emploi plus fort depuis 2007.

Lecture : entre 2007 et 2013, dans la zone d'emploi de Strasbourg (appartenant au groupe 1), l'emploi dans l'industrie a diminué de 12,5 % contre une baisse de 16 % dans le Grand Est et de 6,8 % en France métropolitaine.

Source : Insee, estimations d'emploi localisées 2007 et 2013.

activité économique plus dense et plus diversifiée que la moyenne régionale. Les secteurs de l'industrie et de la construction sont moins représentés qu'en moyenne dans le Grand Est, limitant les pertes d'emplois dans ces secteurs. Cette structure modère aussi leur exposition à la concurrence internationale. Parmi les cinq zones, seule celle de Colmar enregistre un recul important de l'emploi dans l'industrie, imputable à des baisses sensibles dans la fabrication de machines et équipements. De manière plus générale, le déclin de l'emploi dans ces zones depuis la crise s'explique surtout par le repli des activités tertiaires. L'emploi dans les services non marchands baisse de 0,5 % depuis 2007 alors qu'il augmentait de 0,8 % entre 2001 et 2007. Les baisses d'effectifs dans l'administration publique expliquent en grande partie ce déclin, sauf dans les zones de Châlons-en-Champagne et de Metz qui, en 2013, bénéficiaient du statut de préfecture de région. Dans les cinq zones, le recul le plus important concerne les services marchands, où l'emploi diminue de 2,9 % contre une hausse de 4,5 % avant la crise. La baisse est moins marquée dans les zones de Colmar, Reims et Nancy, dont l'attractivité touristique soutient quelque peu l'emploi dans les activités de restauration et d'hébergement. En 2013, les taux de chômage sont proches ou inférieurs à la moyenne régionale.

L'attractivité résidentielle amortit les effets de la crise à Thionville et à Troyes

Dans cinq autres zones d'emploi de la région (Troyes, Épernay, Commercy, Thionville et Chaumont-Langres), le déclin de l'emploi a débuté avant la crise. La baisse est toutefois quasiment stable ou moins prononcée depuis la crise économique. Sur la période 2007-2013, l'emploi diminue de 3,4 %, soit un recul similaire à celui enregistré entre 2001 et 2007 (- 3,2 %).

Ces zones d'emploi se caractérisent par une faible densité d'emplois au km². Celle de Thionville fait exception, grâce à un fort dynamisme démographique. Elle bénéficie notamment d'une attractivité résidentielle et accueille des travailleurs venant des pays frontaliers. La population en âge de travailler, de même que la population active, y augmente plus que la moyenne régionale. La zone de Troyes attire également des résidents venant d'Île-de-France. Entre 2007 et 2013, le nombre d'actifs y reste stable de même que dans les zones d'emploi d'Épernay et de Commercy. À l'inverse, la zone de Chaumont-Langres enregistre une baisse importante du nombre d'actifs, en raison de sa structure de population plus âgée.

Dans les cinq zones d'emploi du groupe, le déclin de l'emploi avant la crise s'explique surtout par un fort recul de l'emploi industriel (- 18,0 % entre 2001 et 2007 pour - 15,4 % au niveau régional). Les créations dans le secteur tertiaire n'ont pas compensé ce recul. Depuis 2007, dans tous les secteurs d'activité, l'emploi salarié évolue de manière similaire ou moins favorable qu'avant la crise. Le déclin de l'industrie se poursuit, avec une baisse sur la période d'après crise qui s'apparente à celle d'avant la crise (- 17,2 % entre 2007 et 2013). Le tissu productif de ces zones, davantage tourné vers des activités à forte productivité du travail, leur faible dépendance aux groupes étrangers et leurs échanges extérieurs limités ont permis d'atténuer les effets de la crise sur l'industrie. À l'inverse, alors que ces zones enregistraient des gains d'emploi dans la construction auparavant, l'emploi dans ce secteur chute après 2007. Le nombre d'emplois diminue fortement aussi dans l'agriculture (- 9,4 % entre 2007 et 2013 pour - 2,3 % au niveau régional). Ce repli se ressent essentiellement dans les zones d'Épernay et de Troyes. Dans les autres zones, l'emploi agricole se maintient. Dans le tertiaire marchand, l'emploi diminue légèrement après la crise, alors qu'il était quasiment stable sur la période précédente. Cette baisse est cependant moins marquée qu'au niveau régional (- 1,6 % entre 2007 et 2013 contre - 2,8 %). Seule la zone de Troyes continue à gagner de l'emploi dans ce secteur, mais dans une moindre mesure qu'avant la crise. L'emploi décroît surtout dans les activités de l'information et de la communication (- 33,6 % entre 2007 et 2013). Le tertiaire non marchand continue de créer des emplois, mais est également en léger recul entre 2007 et 2013. Les activités de services administratifs et de soutien gagnent des emplois, de même que l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale dans une moindre mesure. L'administration publique perd des postes. L'emploi non salarié augmente alors qu'il était en repli avant la crise. Cette progression permet de maintenir une évolution du nombre de personnes en emploi quasiment identique à celle d'avant la crise.

Remiremont perd un tiers de ses emplois industriels

Dans neuf zones d'emploi de la région (Bar-le-Duc, Charleville-Mézières, Épinal, Mulhouse, Longwy, Lunéville, Remiremont, Saint-Dié-des-Vosges et Verdun), la crise a entraîné des baisses d'emploi plus marquées que sur la période précédente. Dans ces zones, à dominante industrielle ou à forte composante rurale, l'emploi diminue de 6,3 % entre 2007 et 2013, contre une

baisse de 2,3 % entre 2001 et 2007. En 2013, ces zones enregistrent des taux de chômage parmi les plus élevés de la région, supérieurs à 10 %, hormis la zone de Bar-le-Duc (8,8 %). Le contexte économique défavorable avant la crise s'est traduit par un développement du chômage de longue durée. En 2015, il concerne plus de la moitié des demandeurs d'emploi des zones de Saint-Dié-des-Vosges, Charleville-Mézières et Remiremont.

Ces zones se caractérisent par un faible dynamisme démographique associé à une faible création d'emplois. Entre 2007 et 2013, la population est restée stable. La croissance démographique est ralentie par un solde migratoire déficitaire. Seule la zone d'emploi de Longwy, de par sa situation frontalière avec le Luxembourg et la Belgique, bénéficie d'une attractivité résidentielle. La population en âge de travailler y augmente, de même que la population active. À l'inverse, le nombre d'actifs diminue dans cinq des neuf zones d'emploi.

Dans ce groupe, l'emploi est très peu dense et le tissu économique peu diversifié, hormis dans la zone d'emploi de Mulhouse. Avant la crise, ces neuf zones ont été fortement affectées par les restructurations de l'industrie et de l'agriculture. Entre 2001 et 2007, l'emploi dans ces secteurs a diminué respectivement de 20,5 % et 12,7 % (pour - 15,4 % et - 5,6 % au niveau régional). Les créations d'emploi dans le tertiaire, plus faibles qu'au niveau régional (+ 1,5 % entre 2001 et 2007 contre + 4,1 %), n'ont pas compensé les pertes.

La crise de 2007 n'a fait qu'accentuer les pertes d'emploi. Malgré une faible ouverture par le commerce extérieur, ces zones d'emploi n'en sont pas moins fragilisées par la concurrence internationale. Surtout spécialisées dans des secteurs industriels à faible valeur ajoutée, elles ont une faible productivité du travail, souvent associée à un manque de compétitivité pour faire face à la crise internationale. L'emploi diminue fortement dans les secteurs industriels les plus exposés à l'offre et la demande étrangère. Plus généralement, la désindustrialisation qui s'est opérée avant la crise et qui a fragilisé l'emploi se poursuit, en particulier dans l'industrie manufacturière. Elle est particulièrement marquée dans la zone d'emploi de Remiremont, où le nombre d'emplois dans l'industrie diminue de 33,4 % entre 2007 et 2013 (contre - 23,3 % entre 2001 et 2007). Parallèlement, les secteurs de la construction et du tertiaire ne soutiennent plus l'emploi. Dans le secteur de la construction, l'emploi baisse de 11,6 % contre une augmentation de 7,0 % avant la crise.

Par ailleurs, le fort recul des activités productives s'est répercuté sur l'emploi

tertiaire marchand. En effet, entre 2007 et 2013, le nombre d'emplois a diminué (- 6,1 %), plus qu'au niveau régional (- 2,8 %), alors qu'il progressait auparavant (+ 1,5 % entre 2001 et 2007). Le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles enregistrent les plus fortes baisses. Les zones de Longwy, Lunéville et Épinal bénéficient toutefois d'un dynamisme touristique qui soutient l'emploi dans l'hébergement et la restauration. L'emploi

tertiaire non marchand diminue légèrement entre 2007 et 2013 (- 1,6 % entre 2007 et 2013), alors qu'il augmentait sur la période précédente (+ 6,8 % entre 2001 et 2007). L'administration publique notamment subit une forte baisse, hormis dans la zone de Charleville-Mézières, qui bénéficie du statut de préfecture de département. Entre 2007 et 2013, dans le secteur agricole, l'emploi augmente, excepté dans les zones de Bar-le-Duc, Épinal, Charleville-Mézières et

Verdun. Le nombre d'emplois créés est toutefois limité. Jusqu'en 2013, seul l'emploi non salarié est créateur d'emplois dans les neuf zones, sans toutefois compenser les pertes d'emplois salariés.

L'année 2016 verra l'emploi salarié se redresser dans le Grand Est, mais la région reste une des moins dynamiques de l'hexagone en termes d'emploi. ■

L'emploi non salarié moteur de l'emploi depuis la crise

Depuis la crise, l'emploi non salarié ne cesse de croître, dans le Grand Est comme en France métropolitaine et ce, d'une manière plus importante qu'avant la crise. Sur la période récente, la création du régime de micro-entrepreneur, entré en vigueur en 2009 par la loi de modernisation de l'économie, favorise le travail non salarié. Ce régime offre des formalités allégées de création et de gestion d'entreprise aux personnes qui créent, ou possèdent déjà, une entreprise individuelle, pour exercer, à titre principal ou complémentaire, une activité commerciale, artisanale ou libérale (hormis certaines activités exclues). Ainsi, la progression de l'emploi non salarié dans le Grand Est provient essentiellement des indépendants qui, en 2013, représentent plus de la moitié des travailleurs non salariés de la région. En parallèle, quatre non-salariés sur neuf sont employeurs, en faible hausse depuis 2007. Les aides familiaux sont peu nombreux et leur nombre a tendance à diminuer.

Comme en France métropolitaine, le travail non salarié augmente surtout dans les services et la construction. À l'inverse, la mécanisation de l'agriculture et le recul de l'industrie ont conduit à une baisse d'emploi, non salarié ou salarié, dans ces secteurs. S'agissant de la profession, le nombre d'artisans, commerçants et chefs d'entreprise, fortement représentés parmi les non-salariés, continue d'augmenter. Dans la région, les plus fortes hausses concernent les coiffeurs, les indépendants des services et les peintres et électriciens du bâtiment. Une progression importante s'observe aussi dans les professions intermédiaires, notamment les infirmiers libéraux, masseurs et spécialistes de la rééducation ou formateurs-animateurs en formation continue.

La progression du nombre de non-salariés reflète également les difficultés de recherche d'emploi salarié, dans un contexte de crise économique et de chômage élevé. En effet, depuis la crise, la hausse du nombre d'actifs non salariés concerne surtout les seniors, les jeunes et les femmes, plus vulnérables face aux chocs économiques. Par ailleurs, la progression du nombre de non-salariés s'est accompagnée d'une hausse du travail à temps partiel plus importante que celle du travail à temps complet.

Définitions

Une **zone d'emploi** est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main-d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts.

La **densité économique** est le rapport entre le nombre d'emplois d'un territoire et sa surface. Il est exprimé en nombre d'emplois par km².

Sources et méthode

L'évolution de l'emploi entre les périodes 2001-2007 et 2007-2013 permet d'observer comment chaque territoire a réagi à la crise économique mondiale. En effet, 2007 marque une année de rupture et de chute du PIB et de l'emploi. Plusieurs indicateurs susceptibles d'influencer les trajectoires d'emploi des territoires sont mobilisés. Ils concernent la population (évolution et structure démographique, effets des migrations), la structure productive (spécialisation, évolution sectorielle) ou l'ouverture internationale (dépendance vis-à-vis de groupes étrangers, taux d'exportation, part des secteurs fortement importateurs ou exportateurs).

Au niveau régional, une approche structurelle-résiduelle est utilisée pour analyser l'écart entre l'évolution de l'emploi du Grand Est et celle de la France métropolitaine. Cette approche permet de décomposer l'écart en deux effets : l'un lié à la répartition de l'emploi régional par secteur d'activité (effet structurel), l'autre lié à l'évolution de l'emploi de chaque secteur d'activité dans la région (effet résiduel).

Les données d'emploi sont issues du dispositif **Estel** (estimations d'emploi localisées) basé sur l'utilisation de sources administratives couvrant la totalité du champ de l'emploi salarié et non salarié au lieu de travail. Elles sont complétées par des données du dispositif **Clap** (connaissance locale de l'appareil productif) qui fournit des données détaillées sur l'emploi salarié au lieu de travail. Les indicateurs démographiques et les données sur l'emploi non salarié sont issus du recensement annuel de la population.

Le chômage est mesuré en moyenne annuelle, à partir des **taux de chômage localisés**.

Insee du Grand Est

Cité Administrative Gaujot
14 rue du Maréchal Juin
CS 50016
67084 Strasbourg Cedex

Directeur de la publication :

Joël Creusat

Rédaction en chef :

Brigitte Vienneaux

ISSN 2492-4547

© Insee 2017

Pour en savoir plus

- Bilan économique 2016 - Grand-Est, *Insee Conjoncture Grand Est* n° 8, mai 2017.
- Bessone A.-J., Dorothée O., Robin M., Vugdalic S., « Emploi et chômage dans les nouvelles régions depuis la crise », *Insee Focus* n° 40, novembre 2015.
- Brière L., Clément É., « Croissance dans les régions : davantage de disparités depuis la crise », *Insee Première* n° 1501, juin 2014.

